

Miguel Peromingo, AMSEP

## **Aider les jeunes à identifier leur objectif**

Le défi de parvenir à aider les jeunes qui ne travaillent pas et ne suivent pas de formation

*« Votre travail est ce que vous êtes. Lorsque vous vous présentez, vous vous définissez toujours en disant à votre interlocuteur dans quoi vous travaillez. Ne pas avoir de travail est très frustrant, cela donne l'impression de ne pas faire partie de la société. Avoir un travail est très important pour ma famille. »*

Bashir Osman est un Somalien ayant immigré en Suède. Il a maintenant 26 ans et a quitté l'école en première secondaire. Après avoir compris l'importance de l'enseignement pour trouver un travail qui rapporte, il a essayé de poursuivre ses études. « Mais j'en ai de nouveau eu assez de l'école et j'ai de nouveau arrêté, » explique-t-il. Plus tard, il est parvenu à finir ses études chez lui, en Somalie, mais son diplôme ne fut pas reconnu en Suède, où il a enchaîné les emplois précaires.

Le profil de Bashir est semblable à celui de plus de 73 millions de jeunes chômeurs partout dans le monde et de plus de 100 millions d'adolescents non scolarisés. Le BIT estime que le chômage des jeunes dans le monde a augmenté de plus de trois millions depuis 2007. Ceux qui sont totalement sortis du système éducatif et du marché de l'emploi inquiètent tout particulièrement et sont 22,9 millions de moins à travailler en 2012 qu'en 2007, malgré une hausse de la population mondiale dans leur tranche d'âge de plus de 12 millions de personnes. En Europe, le taux de chômage des jeunes est plus de deux fois supérieur à celui des adultes. Les chances pour un jeune chômeur de trouver un emploi sont faibles, moins de 30% des jeunes âgés de 15 à 24 ans et sans emploi en 2010 ont trouvé un travail en 2011. Les jeunes ayant quitté l'école précocement constituent un groupe à haut risque. Plus de la moitié d'entre eux ne parviennent pas à trouver un emploi, alors que deux tiers souhaitent travailler, tout comme Bashir.

Les compétences des jeunes constituent pourtant un atout pour la société. L'avenir se construit sur la base de leurs idées et de leur contribution. Pourtant, le taux élevé de jeunes travailleurs potentiels ne travaillant pas, ne suivant pas d'études ou de formation (NEET), soit environ 13% de la jeune population active mondiale, contribuera difficilement au développement de la société si les compétences de ces jeunes sont cachées, peu stimulées ou stigmatisées. Les conséquences et les coûts du phénomène des NEET sont alarmants. La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail a calculé que la combinaison du paiement d'allocations relativement élevées aux jeunes chômeurs de longue durée et la perte des ressources humaines (non officielles) a coûté plus de 30 milliards d'euros en Italie en 2011, suivie par la France avec un coût s'élevant à 22 milliards. Des pays comme la Roumanie, la Grèce ou l'Espagne ont vu ces coûts augmenter de 55 à 75% pendant la crise financière. A long terme, les jeunes touchés risquent également de devoir faire face à des problèmes supplémentaires de pension s'ils commencent à verser moins que nécessaire à la sécurité sociale. Il s'agit d'un problème grandissant, surtout face à un scénario démographique déjà difficile quoi qu'il en soit dans certaines régions du monde, comme l'Europe ou l'Asie.

Le problème des NEET ne cesse pas lorsque ces jeunes avancent en âge. Il engendre des conséquences qui les marqueront à long terme. Au Japon et en Corée du Sud, la distorsion sociale des personnes n'ayant aucune responsabilité familiale et ne prenant pas part à la société, encore moins au marché du travail, parce qu'elles ont débuté en tant que NEET, s'étend largement parmi les trentenaires et quarantenaires. Une étude menée par Gregg et Tominey, de l'Université de Bristol, estime que le chômage de longue durée au cours des premières années de la carrière aurait un impact négatif pouvant représenter jusqu'à 15% sur les salaires individuels d'ici l'âge de 42 ans.

Emily Svärd, stratège dans le domaine de l'emploi des jeunes auprès du service public de l'emploi suédois Arbetsförmedlingen, fait remarquer : « Ne pas inclure ce groupe dans la société représente un important coût économique mais le coût est encore plus élevé pour les individus ayant des problèmes de santé et sociaux grandissants ». Les NEET sont souvent socialement insatisfaits, manquent de réseaux humains fiables et réconfortants et sont susceptibles d'être confrontés à un début de dépression ou à d'autres maladies. Ils se retirent de toute forme d'engagement par l'intégration et risquent de rejoindre un capital social d'attachement, comme un groupe radical ou un gang criminel.

Les décideurs politiques du domaine des services de l'emploi répondent aux inquiétudes en incluant le défi des NEET dans leurs stratégies. L'Organisation internationale du travail a appelé à prendre des mesures relatives aux jeunes et demande un renforcement des partenariats public-privé dans les services de l'emploi, afin d'intervenir au plus tôt notamment pour éviter le chômage de longue durée chez les jeunes. La Commission européenne a placé la réduction du nombre de jeunes quittant l'école prématurément au centre de son programme Europe 2020. Les professionnels des services publics de l'emploi ont également reconnu l'importance d'adapter leurs programmes et méthodes de travail au groupe hétérogène des jeunes chômeurs ayant peu ou pas de contact avec des systèmes de sécurité ou plans de qualification. Trois facteurs semblent essentiels à l'intégration des NEET sur le marché du travail.

### **Les moyens d'approche**

Le premier consiste à approcher les jeunes. La démarche peut sembler plus facile qu'elle ne l'est en réalité. Les NEET sont souvent détachés des alternatives évidentes permettant d'entrer en contact avec des institutions pouvant les aider. Ils ne se rendent pas forcément dans les agences pour l'emploi, leurs coordonnées, telles que leur adresse e-mail ou numéro de téléphone, ne sont souvent pas connues ou ils vivent parfois dans des régions ne permettant pas un accès facile en raison de manquements au niveau de l'infrastructure ou en raison de la criminalité. Les programmes pour l'emploi devraient prendre ces éléments en considération, par exemple en incluant une aide infrastructurelle dans leur portefeuille. Dans l'immédiat, les services de l'emploi doivent faire face à l'un des plus grands défis dans l'approche des NEET, à savoir le manque de confiance vis-à-vis de l'impact des institutions publiques. Ou, comme Bashir l'indique : « Lorsque vous travaillez l'approche, il est important que la personne qui travaille soit respectée dans le voisinage et que le jeune se sente en confiance... Il est important de montrer [au jeune] qu'il est possible de trouver un emploi. »

Arbetsförmedlingen se sert de groupes d'action sociale pour approcher et gagner la confiance au-delà du simple placement à un poste. Il prévient ainsi également le recrutement des jeunes à risques par des groupes criminels. Le Service public de l'emploi suédois offre également une orientation de carrière individuelle afin de motiver la personne au chômage et d'activer au plus tôt son sens des responsabilités afin d'améliorer sa condition. En Roumanie, où seulement 11% des jeunes actuellement interrogés pensent qu'ils peuvent réussir dans la vie en travaillant de manière officielle, des initiatives locales pour l'emploi dans le pays ont permis d'établir des contrats de solidarité. Ils sont signés et suivis par le jeune, les travailleurs sociaux, le service de l'emploi et l'employeur impliqué dans l'offre d'une expérience professionnelle. En 2011, sur environ 2000 contrats de solidarité, plus de 1800 NEET ont pu être placés à un poste durable.

Les approches prometteuses sont, le plus souvent, effectuées par le biais de partenariats. Les syndicats, par exemple, peuvent aider grâce à du travail social, des formations d'amélioration des compétences et une couverture locale que les services de l'emploi centralisés pourraient ne pas être en mesure d'offrir. En Amérique latine et dans les Caraïbes, où le taux de jeunes inactifs peut atteindre jusqu'à plus de 30% dans certains pays, les coopérations pour l'emploi représentent une activité quotidienne. Au Mexique, de tels partenariats ont permis au service public de l'emploi, qui couvrait généralement moins de 3% des demandeurs d'emploi, d'augmenter considérablement ses contacts, plus particulièrement auprès des groupes vulnérables. Il est étonnant de voir qu'au niveau mondial, peu de services publics de l'emploi travaillent avec les syndicats pour venir en aide aux groupes vulnérables. Les chiffres d'une étude récente menée par l'OCDE et l'AMSEP sur le chômage de longue durée semblent indiquer que plus de la moitié des participants ne travaillent pas du tout avec les syndicats et 70% de ceux qui le font sont en contact avec eux moins d'une fois tous les six mois. Un aperçu plus détaillé des approches par le biais de partenariats serait précieux.

## **L'enseignement**

Le deuxième facteur de succès consiste à relier l'enseignement et l'emploi. C'est déjà important pour le marché du travail en général mais c'est crucial pour un groupe qui se trouve dans une situation vulnérable parce qu'il manque de formation ou de capacité à montrer son utilité. Le chômage des jeunes n'est pas forcément lié à un manque de compétences mais à un manque des compétences appropriées selon l'emploi. Le meilleur exemple est le continent africain. Entre 2001 et 2010, six des dix pays affichant la croissance la plus rapide étaient situés en Afrique sub-saharienne. La population active du continent a augmenté de 25%, atteignant les 550 millions de personnes. D'ici à 2040, la main-d'œuvre africaine sera la plus nombreuse du monde. La jeune génération est la mieux instruite. Selon des études en cours, le taux de réussite de l'enseignement secondaire auprès des jeunes âgés de 20 à 24 ans avoisine les 60%. Pourtant, l'emploi des jeunes en Afrique est le moins favorable du monde. Des millions de nouveaux venus sur le marché du travail y entrent dans des conditions peu productives et précaires, ouvrant la voie à l'inactivité et à la pauvreté. L'OCDE pointe du doigt la mauvaise concordance des compétences due à une faible coopération entre l'industrie et le secteur de l'enseignement comme étant la cause principale de cette faiblesse.

En Allemagne et en Autriche, le système d'enseignement en alternance a permis à ces pays d'être non seulement deux des économies les plus prospères malgré une Europe en crise, mais aussi de présenter des taux de NEET en baisse. Ce système permet aux jeunes ayant fini l'école de s'engager dans une structure d'apprentissage qui les forme à une profession, en apprenant la théorie dans une école polytechnique tout en appliquant les connaissances par le biais d'un véritable emploi, sous la supervision d'un mentor, généralement un supérieur au sein de l'entreprise. Par exemple, la société de chemins de fer allemande Deutsche Bahn emploie environ 200.000 personnes et forme 10.000 apprentis dans les domaines du transport, de la technologie, du commerce et des TI. Les 3000 apprentis qui commencent chaque année sont admis sur la base de la demande interne de compétences et 95% d'entre eux restent dans l'entreprise après avoir terminé leur apprentissage. D'autres entreprises basées en Allemagne présentent des taux de rétention similaires. Bundesagentur für Arbeit, le service public de l'emploi allemand, coordonne le placement des jeunes débutants dans le système en alternance, notamment en négociant les contrats d'apprentissage avec les employeurs.

Introduire des éléments d'enseignement en alternance dans les systèmes éducatifs nationaux semble donc être une bonne idée. Les Etats-Unis et les 27 pays de l'Union européenne ont commencé à appliquer ce système. Dans certaines régions de l'Asie, où le taux de NEET est parmi les plus élevés du monde (plus d'un jeune sur quatre au Bangladesh, en Indonésie et aux Philippines ne travaille pas et ne suit pas d'études), les organisations pour l'emploi ont également commencé à améliorer l'importance de la formation professionnelle et technique selon les besoins du marché du travail dans leurs économies émergentes.

## **Les employeurs**

Il existe une troisième condition pour parvenir à aider les jeunes en difficulté : l'implication multisectorielle des employeurs. Déjà lors de la phase d'approche, les employeurs devraient participer aux interventions préliminaires afin de prévenir le chômage de longue durée des jeunes demandeurs d'emploi. Les services publics de l'emploi doivent aider à vendre les compétences et la motivation à travailler des jeunes. En Espagne, le programme « Expériences professionnelles pour l'emploi » veille tout particulièrement à former les jeunes, y compris les NEET, à comprendre et à suivre les valeurs d'une entreprise. Le programme offrait deux à six mois d'ateliers et de stages en étroite collaboration avec les employeurs. Alors que les stagiaires étaient dans les entreprises, le service de l'emploi assurait un suivi hebdomadaire avec l'employeur dans les locaux de l'entreprise. Jusqu'à présent, plus de 460 entreprises espagnoles ont participé à l'initiative. Plus de 34% des jeunes ont conservé un emploi solide après la fin du programme. Nous sommes loin du taux d'intégration du système en alternance, vieux d'un siècle, mais il s'agit d'un bon départ pour le pays présentant le taux de chômage des jeunes le plus élevé d'Europe.

Les employeurs doivent être des partenaires tout au long du processus d'intégration des jeunes les plus vulnérables. Les services de l'emploi peuvent aider, à la fois en rendant les compétences visibles ou dignes d'être promues et en offrant des incitants financiers tels que des allocations professionnelles ou des subsides à l'emploi. Il a été démontré qu'une dérégulation du marché du travail et des contrats d'emploi intérimaire peuvent

aider les jeunes à accéder à l'emploi. Rendre cette option convertible relève des décideurs politiques, services de l'emploi et employeurs.

## **Conclusion**

Un désengagement persistant des jeunes dans la société et sur le marché du travail a des effets à long terme qui nuisent à l'économie et à l'environnement de l'individu. Développer des stratégies d'approche de ces clients désengagés et parvenir à les impliquer dans une approche holistique d'intégration professionnelle en les aidant à acquérir les compétences nécessaires, en leur montrant les bénéfices que le travail peut leur apporter et en leur fournissant des exemples de réussites de personnes similaires, devraient figurer au sommet des programmes pour l'emploi partout dans le monde.

Bashir Osman a trouvé un travail qui le passionne et pour lequel il est doué. Il a contribué à développer un centre récréatif dans l'une des banlieues de Suède afin d'aider d'autres NEET. Ses contacts personnels lui ont donné la motivation nécessaire pour trouver ce qu'il recherche. Arbetsförmedlingen l'a aidé pour le reste. Lorsqu'on lui demande quel conseil il donnerait aux autres jeunes demandeurs d'emploi, il répond : « Si vous ne disposez pas de la compétence appropriée pour un emploi, montrez la flamme qui brûle en vous et prouvez à l'employeur que vous voulez vraiment ce travail. »

Les services publics de l'emploi devraient aider toutes ces flammes à brûler.